



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

7 janvier 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 février 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- *Page 6* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- *Page 7* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- *Page 8* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- *Page 9* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- *Page 10* : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- *Page 11* : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- *Page 12* : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- *Page 13* : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- *Page 14* : évolution récente de l'intérim
- *Page 15* : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17* : activité partielle
- *Page 18* : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En novembre 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +1,4 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,8 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits demeure stable dans la région et progresse de +0,4 % en France métropolitaine.

En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,3 % en Île-de-France et à +6,0 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, la demande d'emploi des hommes recule légèrement (-0,2 %) tandis que celle des femmes augmente un peu (+0,2 %). Sur un an l'évolution reste toutefois plus favorable pour les demandeuses d'emploi, phénomène qui est encore plus marqué en catégorie A.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC augmente au mois de novembre à un rythme similaire en Île-de-France (+0,5 %) et en France métropolitaine (+0,6 %). La hausse qui touche les seniors est elle aussi identique en région francilienne et en France métropolitaine, à un rythme moins soutenu que celui généralement observé.

Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable depuis maintenant trois trimestres.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 2^{ème} trimestre 2014 en Île-de-France comme en France métropolitaine. L'intérim est en légère hausse au 3^{ème} trimestre 2014, avec des hausses enregistrées dans l'industrie et le tertiaire et malgré la baisse qui se poursuit dans le BTP.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de novembre 2014, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées atteint un niveau très élevé. La construction, depuis de nombreux mois, concentre le plus grand nombre d'heures autorisées, très loin devant tous les autres secteurs. Depuis le mois de juillet, le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciements collectifs s'établit à un niveau inférieur à celui précédemment observé.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

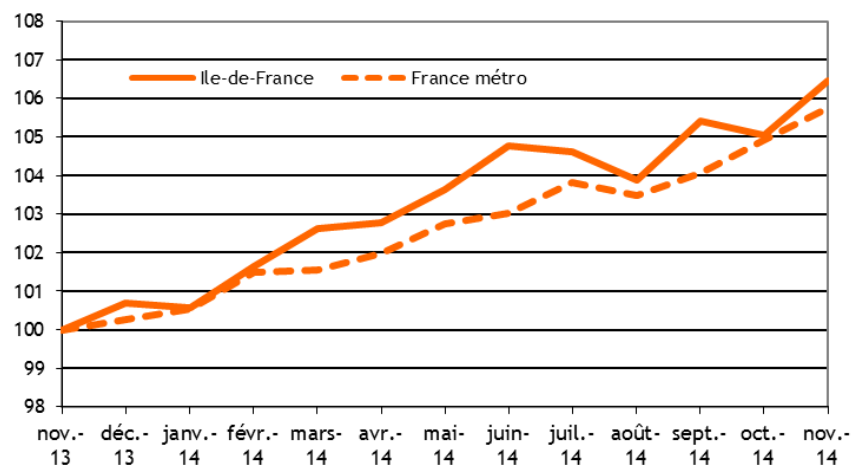
En novembre 2014, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +1,4 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,8 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés reste stable dans la région et augmente de +0,4 % en France métropolitaine.

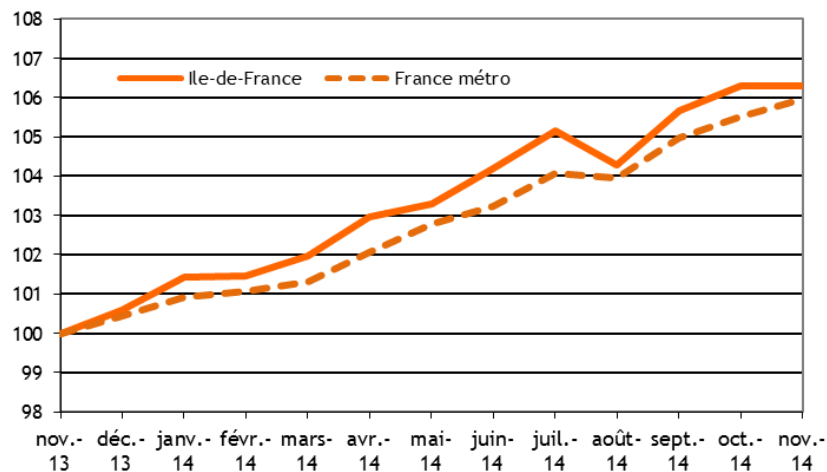
Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +6,5 % en Île-de-France et +5,8 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,3 % en région francilienne et +6,0 % au niveau national.

Contrairement au mois précédent, ce sont les demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité réduite (cat. A) qui voient leur nombre progresser sensiblement, tandis qu'on observe un net recul du nombre de demandeurs en catégories B et C.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en novembre 2013)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en novembre 2013)



Novembre 2014	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	660 550	3 488 300	1,4	0,8	6,5	5,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	916 160	5 176 300	0,0	0,4	6,3	6,0

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

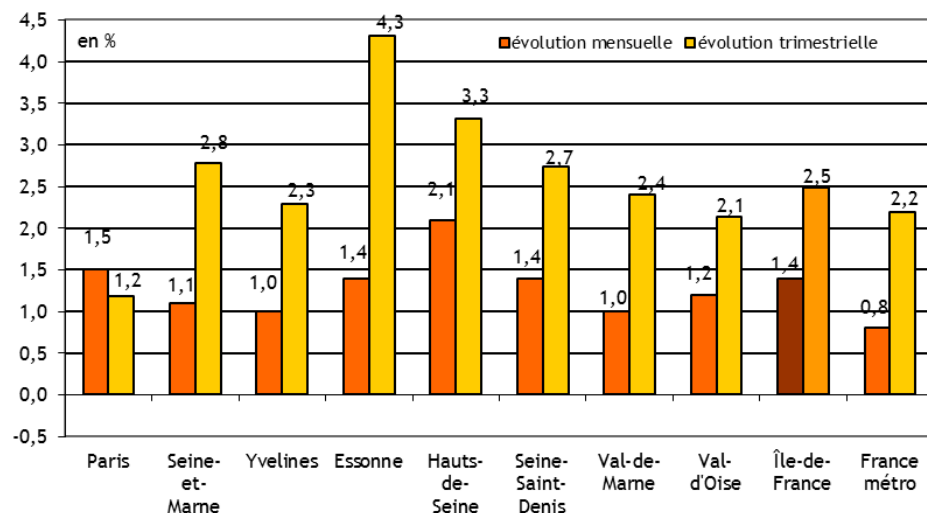
En novembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente dans tous les départements franciliens, allant de +1,0 % dans les Yvelines et le Val-de-Marne, jusqu'à +2,1 % dans les Hauts-de-Seine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi progresse dans les Hauts-de-Seine (+0,6 %) et la Seine-Saint-Denis (+0,4 %) et demeure stable dans les Yvelines. Il recule légèrement dans les autres départements (de -0,1 % à -0,3 %)

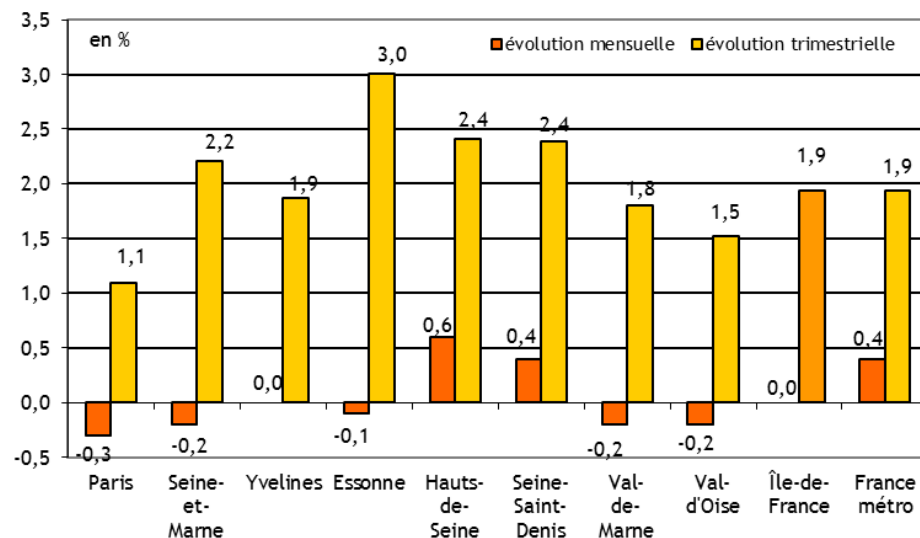
Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +2,5 % en Île-de-France et augmente de +2,2 % au niveau national. Paris connaît la hausse la plus modérée (+1,2 %), tandis que la hausse est très soutenue dans les autres départements (jusqu'à +4,3 % en Essonne).

En catégorie ABC, l'augmentation sur les trois derniers mois reste importante (+1,9 % en région francilienne comme en France métropolitaine).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	133 540	1,5	195 220	-0,3
Seine-et-Marne	65 140	1,1	91 900	-0,2
Yvelines	62 470	1,0	86 520	0,0
Essonne	56 670	1,4	79 820	-0,1
Hauts-de-Seine	79 810	2,1	109 160	0,6
Seine-Saint-Denis	118 270	1,4	157 300	0,4
Val-de-Marne	73 760	1,0	99 960	-0,2
Val-d'Oise	70 890	1,2	96 280	-0,2
Île-de-France	660 550	1,4	916 160	0,0
France métropolitaine	3 488 300	0,8	5 176 300	0,4

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

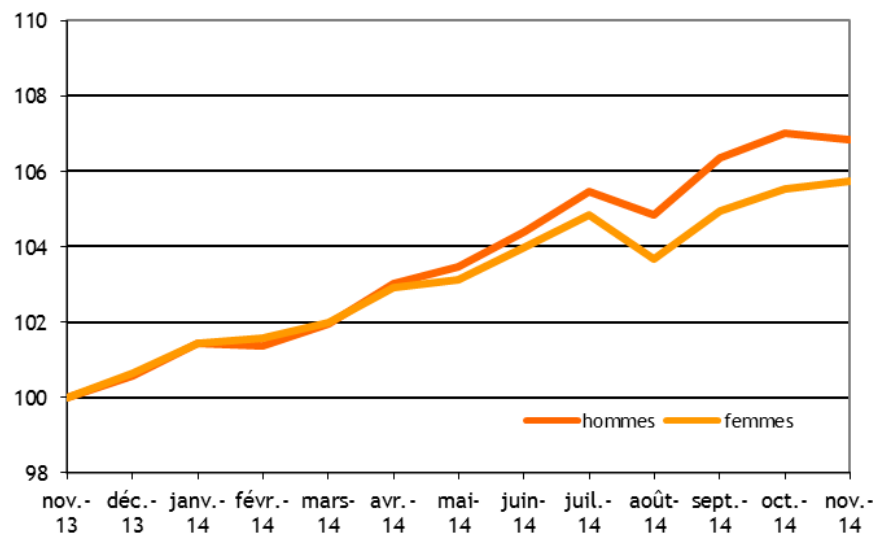
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi en Île-de-France baisse en novembre 2014 de -0,2 % pour les hommes et augmente de +0,2 % pour les femmes. En France métropolitaine, on note en revanche une hausse similaire pour les hommes (+0,5 %) et pour les femmes (+0,4 %).

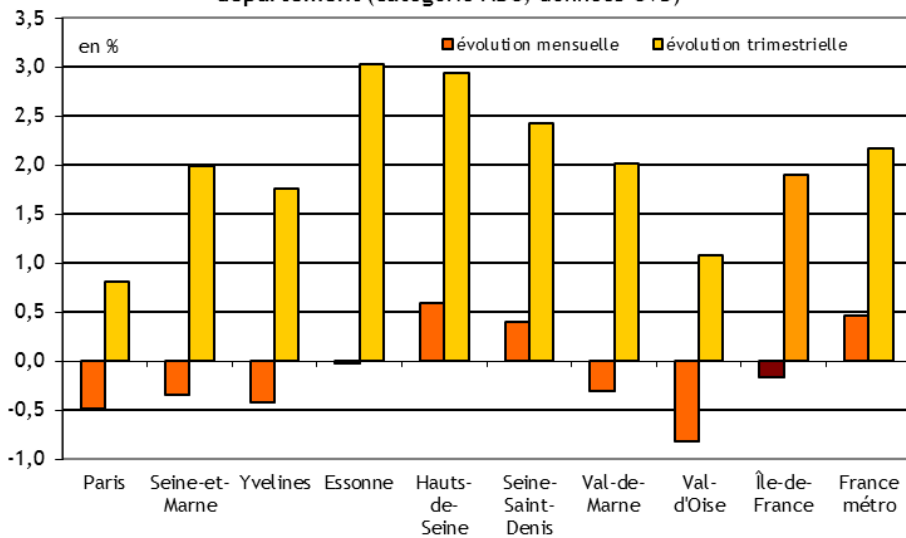
On observe les plus importants écarts pour les Yvelines et pour le Val-d'Oise, où la demande d'emploi recule sensiblement pour les hommes, tandis qu'elle augmente pour les femmes.

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi en catégorie ABC suit la même évolution pour les hommes et pour les femmes (environ +2,0 %) en région francilienne. En France métropolitaine, la hausse demeure plus élevée pour les hommes (+2,2 %) que pour les femmes (+1,7 %).

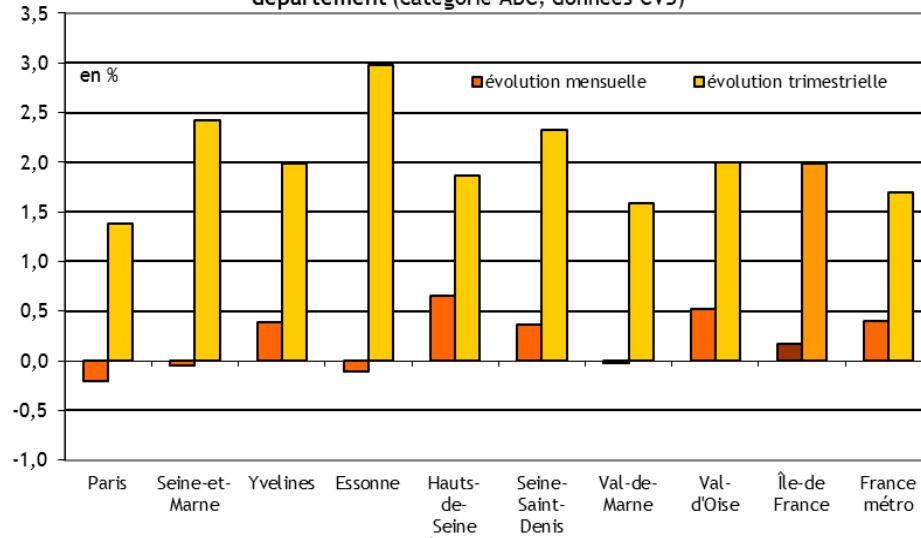
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 novembre 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

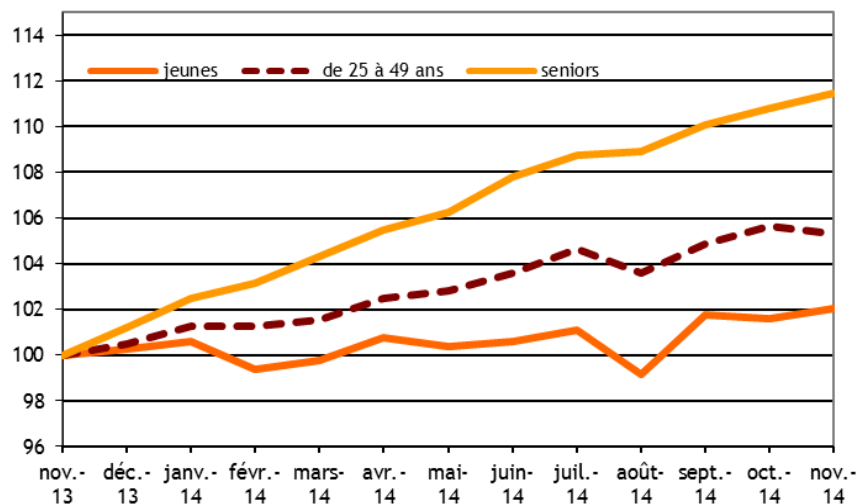
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente en Île-de-France au mois de novembre 2014 (+0,5 %), après avoir légèrement reculé au mois d'octobre. La hausse trimestrielle est importante (+2,9 %), du fait de la forte augmentation de septembre. Au niveau national, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi augmente de +0,6 % en novembre et de +1,2 % sur trois mois.

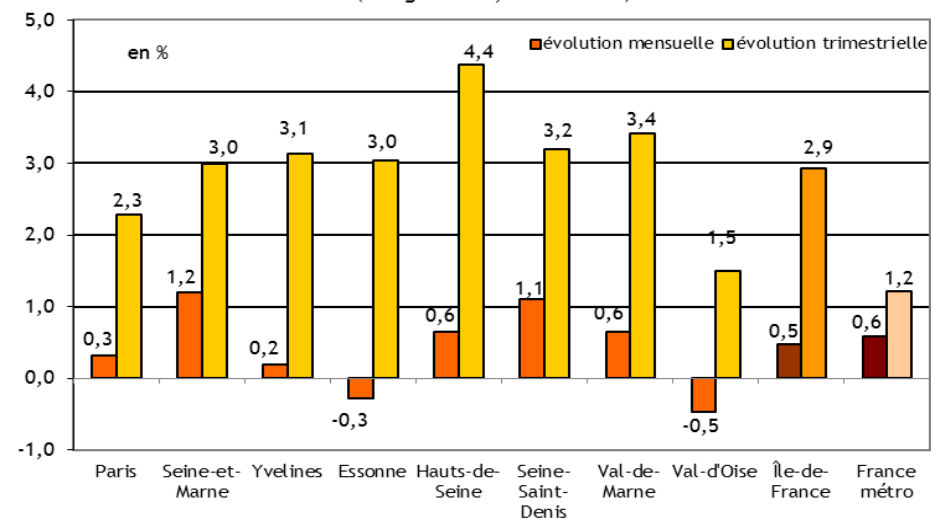
Seuls l'Essonne et le Val-d'Oise voient leur nombre de jeunes inscrits diminuer en novembre. Le Val-d'Oise est également le département le moins touché par la hausse du nombre de jeunes sur les trois derniers mois, alors que les Hauts-de-Seine est le plus sévèrement impacté.

La demande d'emploi des seniors croît à un rythme un peu moins soutenu depuis quelques mois, en Île-de-France et au niveau national.

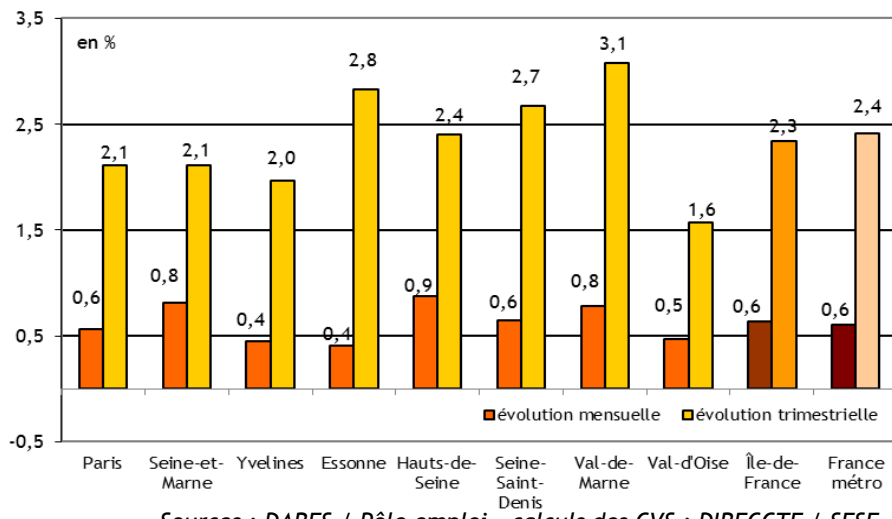
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 novembre 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle et par métier

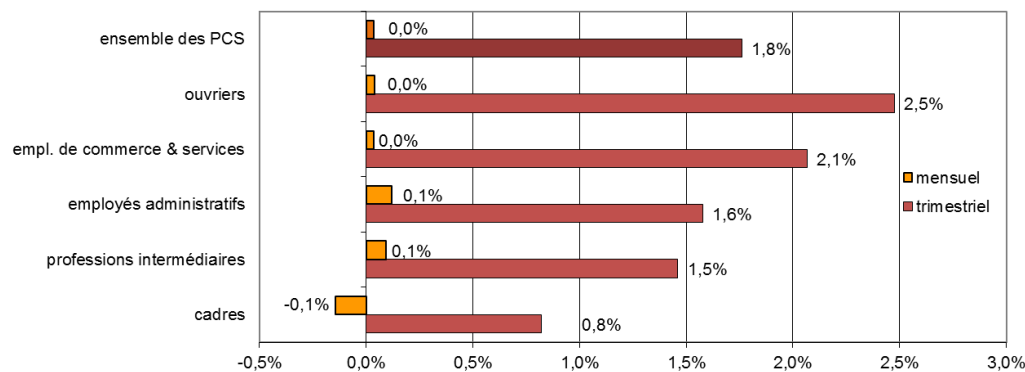
En novembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC se stabilise pour toutes les catégories professionnelles (les évolutions allant de -0,1 % à +0,1 %).

Sur trois mois, la demande d'emploi augmente au sein de toutes les catégories professionnelles et particulièrement pour les ouvriers (+2,5 %) ainsi que pour les employés de commerce et services (+2,1 %). Les cadres, quant à eux, ont été un peu plus épargnés par la hausse (+0,8 %).

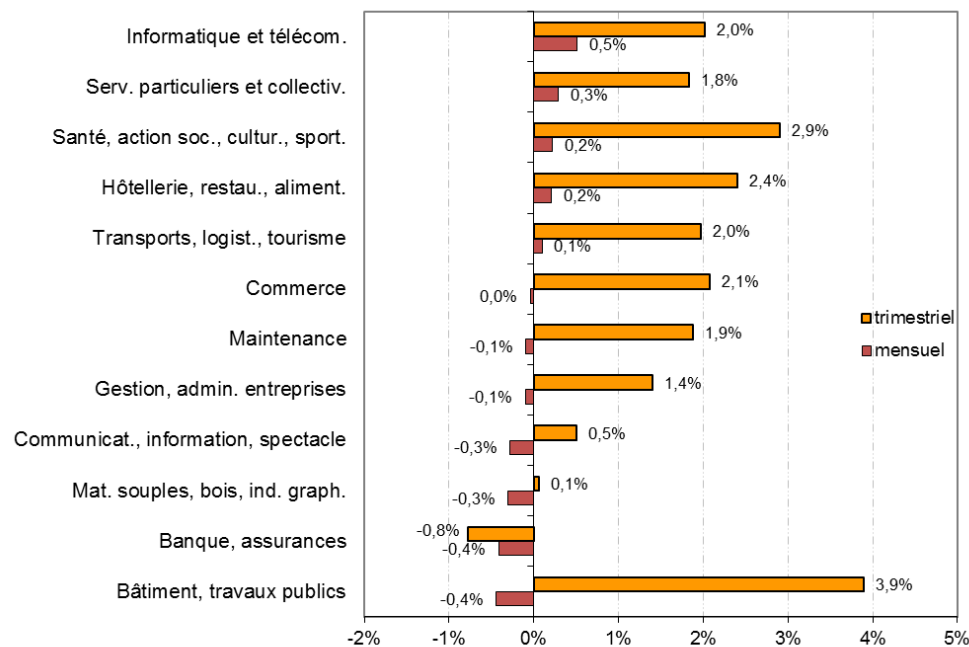
Le nombre de demandeurs d'emploi pour les métiers du bâtiment et des travaux publics baisse au mois de novembre (-0,4 %). En revanche, sur trois mois la dégradation est très marquée avec une hausse de +3,9 %, une dégradation amorcée depuis 2013. Le secteur de la banque et des assurances affiche une baisse similaire en novembre (-0,4 %). Il s'agit aussi du seul secteur à connaître une baisse au cours des trois derniers mois (-0,8 %).

En novembre la hausse la plus forte par métiers reste modérée et touche l'informatique et les télécommunications (+0,5 %). Néanmoins, la plupart des principaux domaines professionnels ont subi une hausse importante sur les trois derniers mois (proche ou supérieure à +2,0 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de novembre 2014

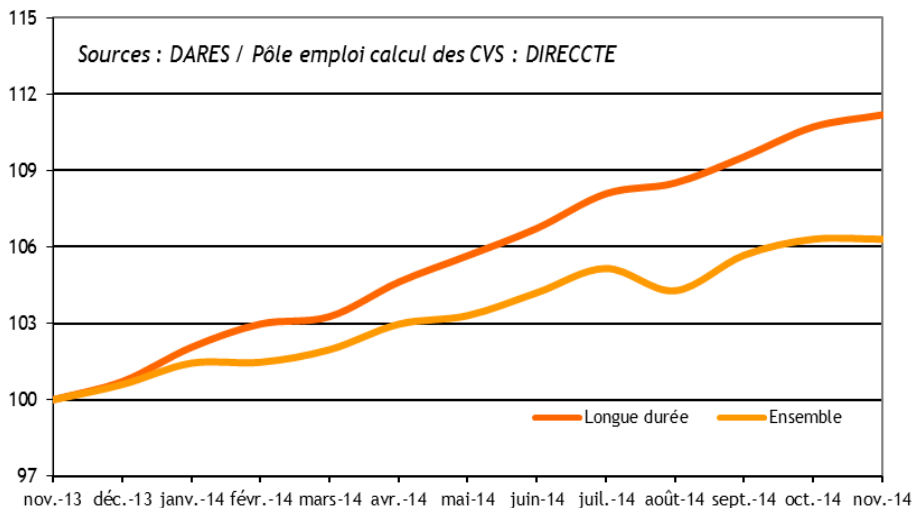
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En novembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,4 % en Île-de-France, à un rythme un peu moins soutenu que d'ordinaire. L'évolution des demandeurs inscrits depuis moins d'un an est de -0,3 %.

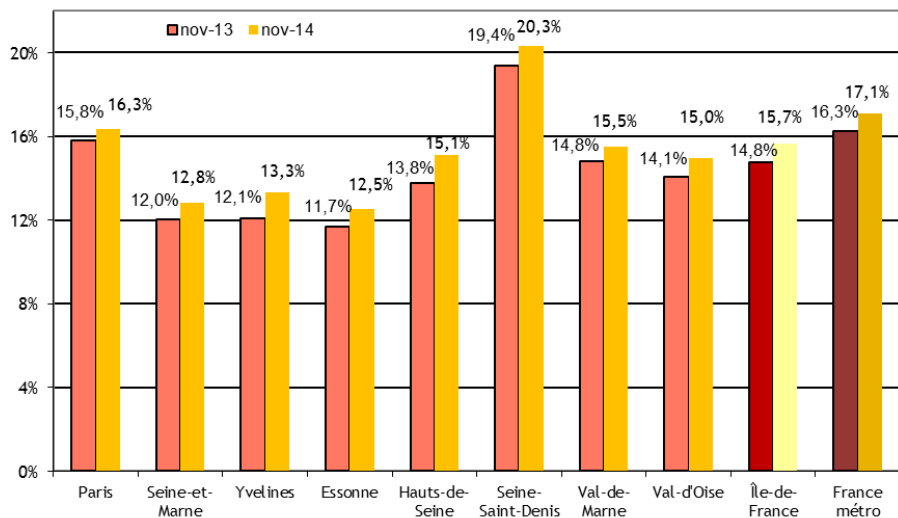
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 42,7 %.

15,7 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 17,1 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +0,9 point en Île-de-France et de +0,8 point au niveau national. Elle progresse également dans tous les départements franciliens, sans exception.

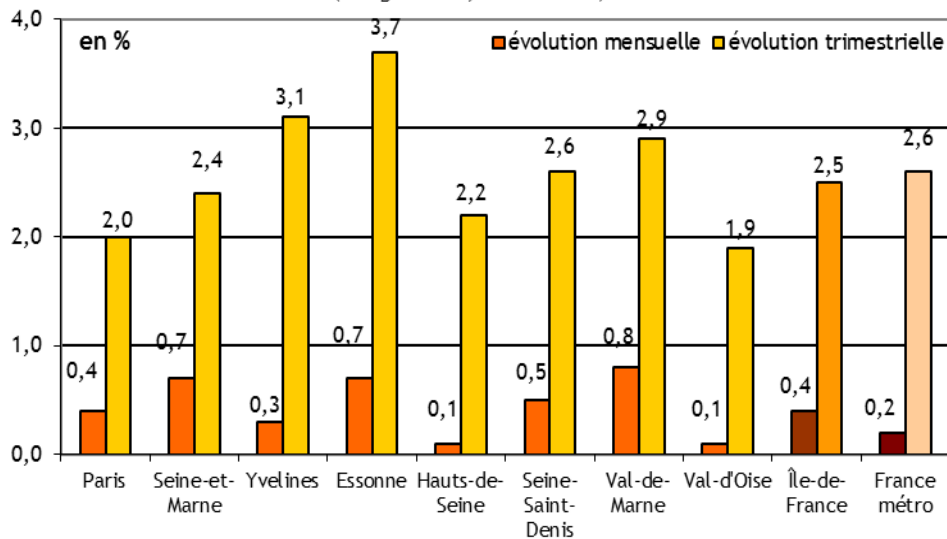
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 novembre 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les entrées et les sorties à la fin du mois de novembre 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

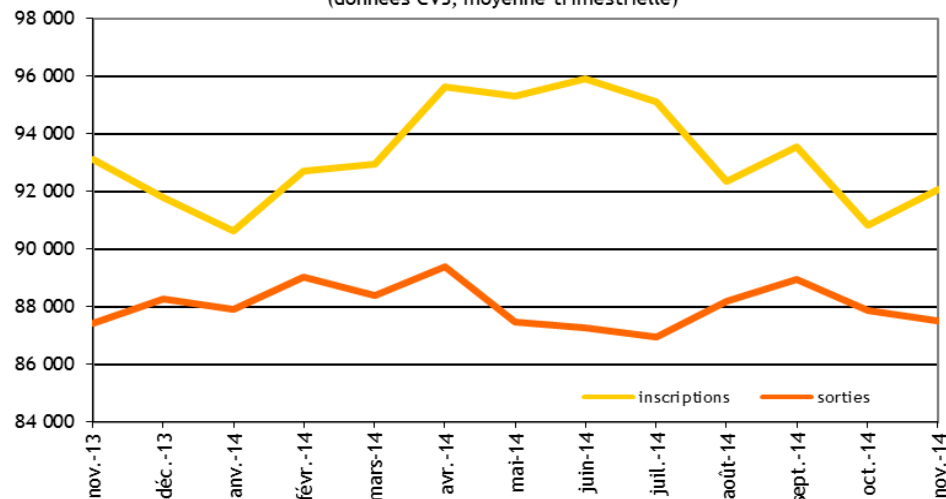
En novembre 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi diminue sensiblement par rapport au mois d'octobre (données corrigées des variations saisonnières) tandis que le nombre de sorties augmente.

En revanche, en moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées progresse tandis que le nombre de sorties se replie très légèrement.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 43 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'entrées augmente pour les motifs de fin de contrat à durée déterminée et de fin de missions d'intérim. Il diminue pour le reste des motifs, avec notamment une forte baisse des entrées pour licenciement économique.

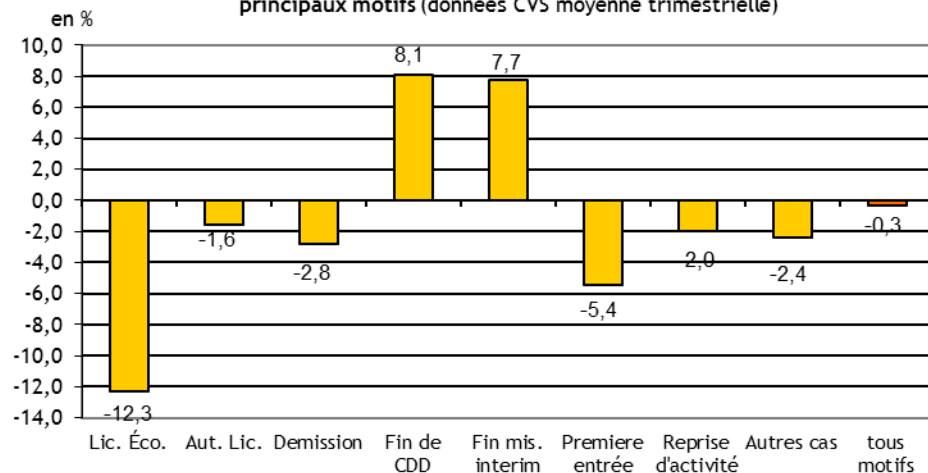
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 49 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les radiations administratives (9 % des motifs) diminuent fortement et les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) augmentent légèrement.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 2ème trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

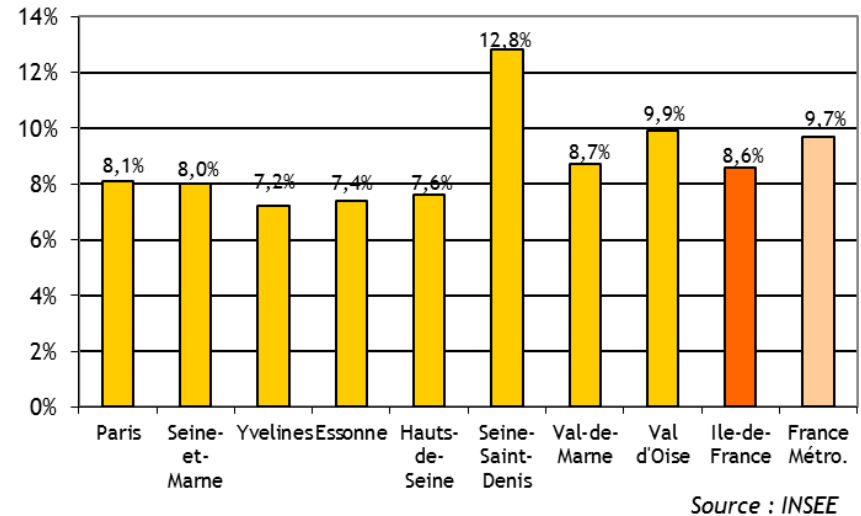
□ Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au premier trimestre 2014. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

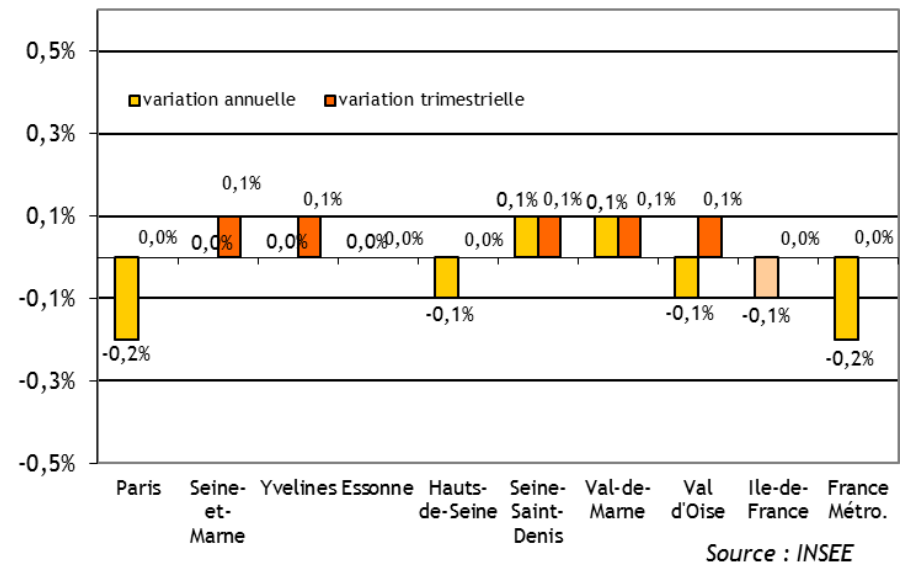
□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage est resté à peu près stable dans tous les départements franciliens.

□ La Seine-Saint-Denis reste le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 12,8 %. Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 9,9 %, seul autre département d'Île-de-France où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



Évolution du taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



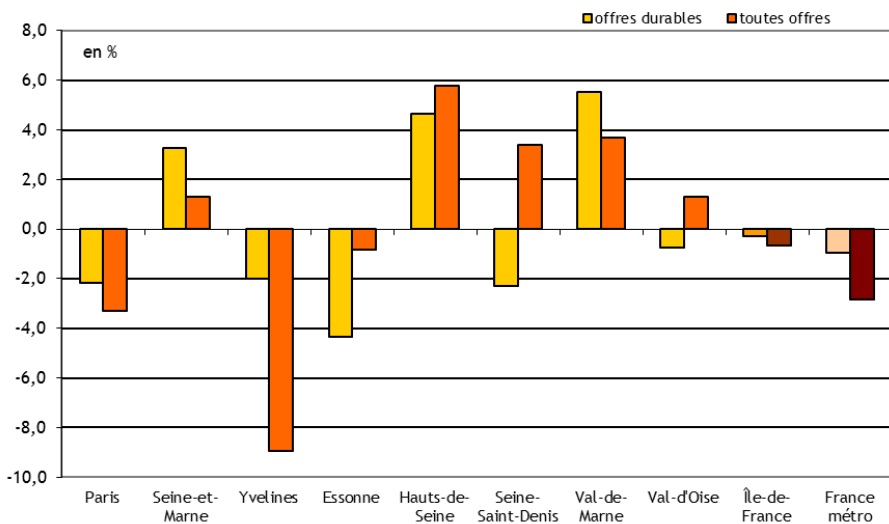
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin novembre 2014

En novembre 2014, 38 100 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 23 210 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres diminue ainsi fortement par rapport au mois précédent.

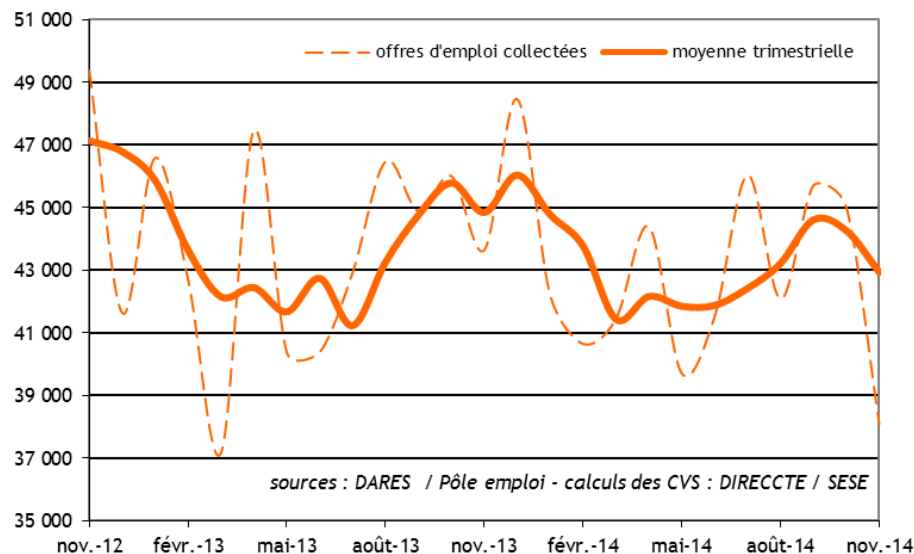
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue légèrement, les offres non durables étant plus touchées par la baisse.

En France métropolitaine, la baisse des offres d'emploi est beaucoup plus marquée au cours des trois derniers mois et concerne là encore surtout les offres non durables.

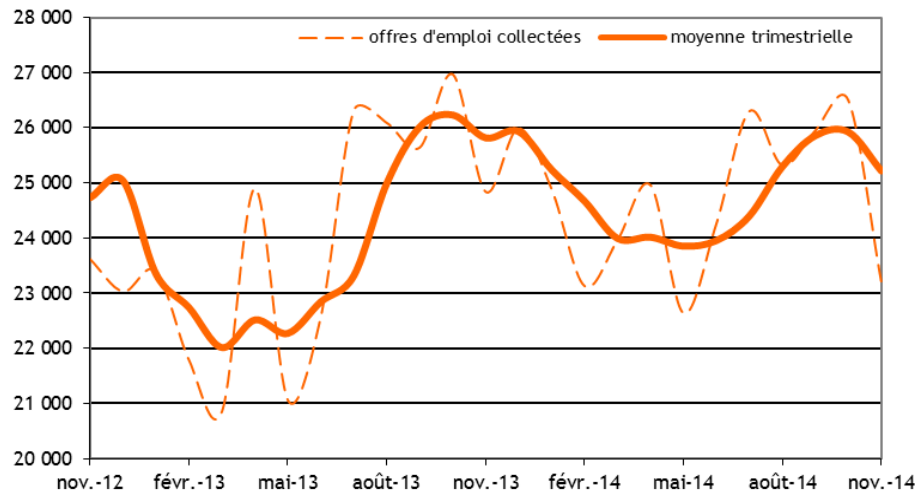
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis novembre 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis novembre 2012 (données CVS)



L'intérim à fin septembre 2014

❑ 285 500 contrats d'intérim ont été signés au mois de septembre 2014 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 91 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

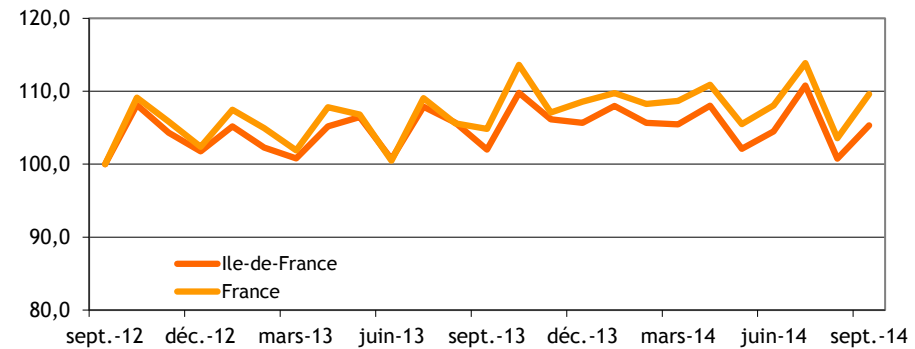
❑ Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. En moyenne, sur le 3^{ème} trimestre 2014, le nombre d'intérimaires est en légère hausse : +0,7 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2014 (données CVS).

❑ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie continue de progresser, même si le rythme est moins soutenu qu'au cours des deux derniers mois : +1,9 % pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 2^{ème} trimestre 2014. En particulier, la fabrication de matériels de transport enregistre une hausse de +7,4 % en un trimestre.

❑ Le BTP enregistre un nouveau recul (le 12^{ème} mois consécutif) mais cette baisse est moins importante qu'en début d'année : -2,8 % ce trimestre par rapport au 2^{ème} trimestre 2014.

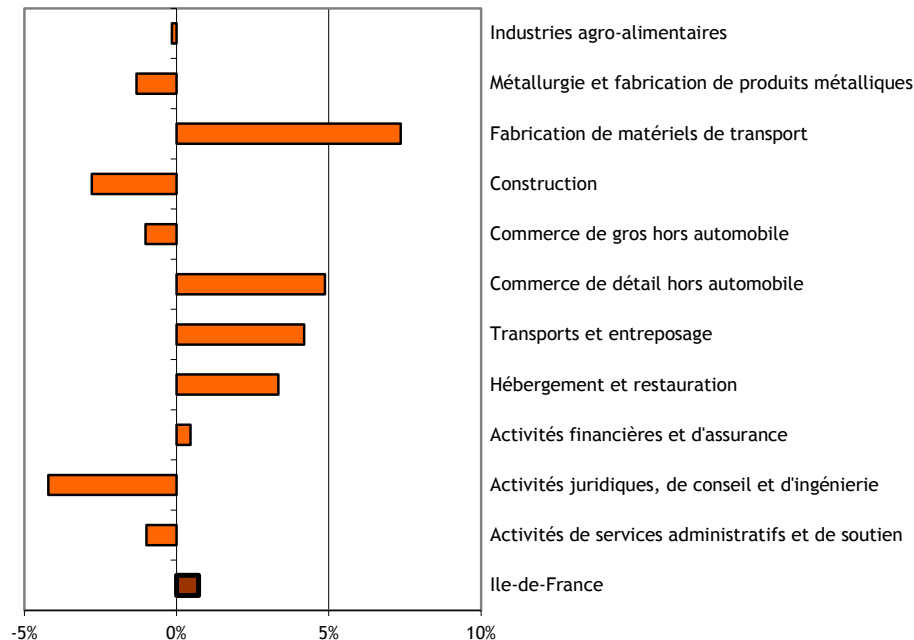
❑ L'intérim est en hausse dans le tertiaire (+1,4 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2014), avec des différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans le commerce de détail, le transport et entreposage et l'hébergement/restauration (resp. +4,9 %, +4,2 % et +3,3 %) et des baisses dans les activités juridiques et de conseil et le commerce de gros (resp. -4,2 % et -1,0 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin septembre 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

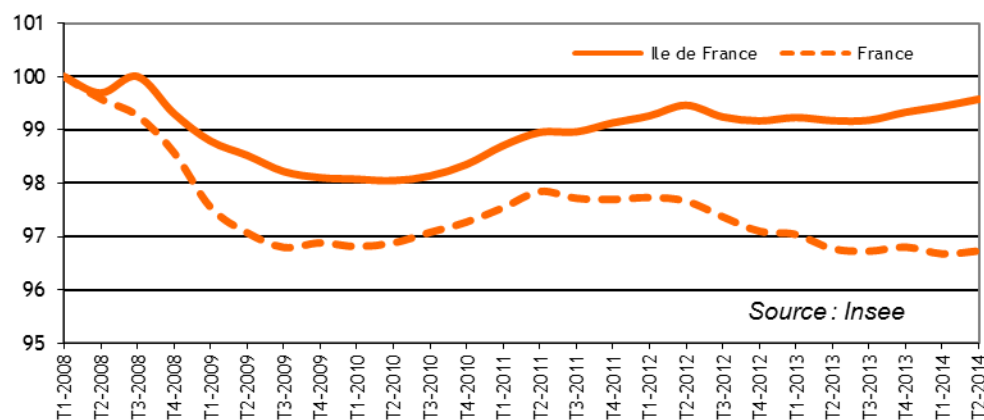
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 279 517	116	0,0	14 118	1,1
Seine-et-Marne	302 431	2 793	0,9	592	0,2
Yvelines	367 484	28	0,0	-5 959	-1,6
Essonne	300 791	272	0,1	2 509	0,8
Hauts-de-Seine	815 265	1 661	0,2	-231	0,0
Seine-Saint-Denis	393 944	-356	-0,1	4 503	1,2
Val-de-Marne	359 018	2 479	0,7	2 558	0,7
Val-d'Oise	261 031	-1 443	-0,5	-1 567	-0,6
Ile-de-France	4 079 480	5 549	0,1	16 523	0,4
France métropolitaine	15 423 100	8 400	0,1	-6 800	0,0

Source : Insee

Après avoir quasiment stagné lors du premier trimestre 2014, le nombre d'emplois salariés au deuxième trimestre évolue peu en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+5 500 emplois, soit +0,1 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il croît aussi de +0,1 %.

Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,4 % en région francilienne, tandis qu'il stagne en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différenciées au deuxième trimestre.

L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-et-Marne (+0,9 %, 2 800 postes gagnés) et dans le Val-de-Marne (+0,7 %, soit 2 500 postes). La plus forte baisse touche le Val-d'Oise (-0,5 %, soit 1 400 postes détruits).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très variées selon les départements. Les Yvelines subissent la baisse la plus importante (-1,6 %, 6 000 postes perdus) principalement due au premier trimestre 2014. La Seine-Saint-Denis (+1,2 %, pour 4 500 postes) et Paris (+1,1 %, soit 14 100 postes) enregistrent les plus fortes hausses annuelles, bien que l'emploi salarié y stagne sur le trimestre.

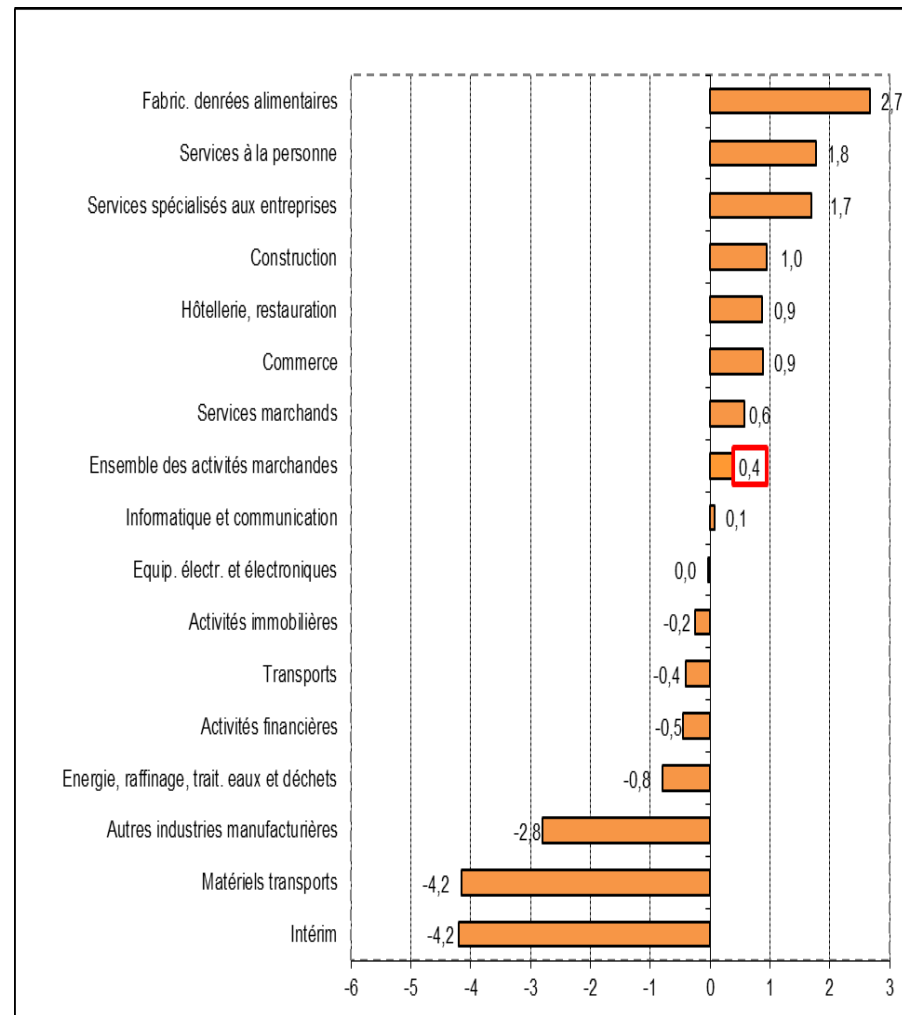
L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

❑ Au deuxième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie continue de baisser en Île-de-France (-0,6 %) et reste quasiment stable dans la construction (-0,1 %). Le nombre d'emplois augmente légèrement dans le secteur du commerce (+0,2 %) et des services marchands (+0,3 %).

❑ En un an, la construction créé 2 600 emplois dans la région (+1,0 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 6 000 emplois (+0,9 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec près de 7 500 emplois perdus (-1,6 % sur un an). En son sein, les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perdent environ 5 000 emplois et le secteur des matériels de transports voit disparaître plus de 3 000 emplois.

❑ Les services marchands gagnent 15 300 emplois (+0,6 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 15 000 postes sont créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 4 200 postes pendant le seul deuxième trimestre 2014. Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse en pourcentage (+1,8 %) créant 4 400 postes sur un an. A l'inverse, l'intérim perd 3 600 emplois et le secteur des transports perd 1 500 emplois, bien que tous deux demeurent stables lors du deuxième trimestre.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en novembre 2014

➤ Depuis le 1er octobre, le service de l'activité partielle est dématérialisé. Pendant la période transitoire de mise en place de ce nouveau système, les données statistiques restent provisoires et susceptibles d'être modifiées.

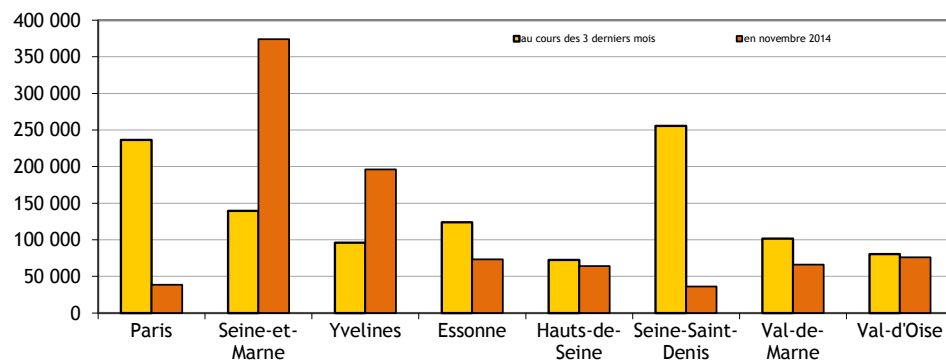
□ En novembre dernier, 138 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

□ Elles correspondent à plus de 924 000 heures de travail autorisées à être chômées, c'est le chiffre le plus élevé constaté depuis avril 2014.

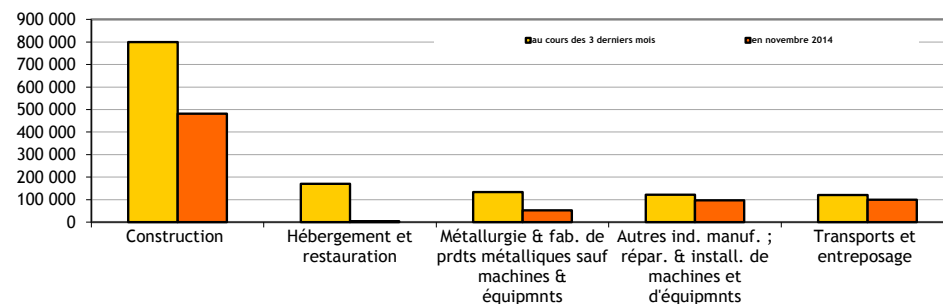
□ Le département de la Seine-et-Marne concentre 41 % des heures d'activité partielle autorisées, suivi par les Yvelines deuxième département le plus touché, avec 21 % des heures autorisées.

□ Le secteur de la construction cumule 52 % des heures demandées ce mois dans la région. Sur trois mois, ce secteur reste celui qui concentre le plus d'heures autorisées, loin devant l'hébergement et restauration qui se place second, avec quatre fois moins d'heures autorisées.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en novembre	138	30	30	18	10	14	14	4	18
cumul 2014	1261	233	166	167	148	130	134	106	177
Heures associées en novembre	924 462	38 488	374 089	196 320	73 375	63 985	36 118	65 943	76 444
cumul 2014	5 887 442	1 051 129	867 293	987 748	576 420	670 932	545 931	584 771	603 218
Salariés concernés en novembre	1565	195	358	327	149	124	134	90	188
cumul 2014 (sans doubles comptes)	19 529	2 110	1674	5 997	1940	2 189	2 792	1033	1794

Les procédures de licenciement collectif en novembre 2014

En novembre, 41 procédures concernant 1 472 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. Depuis le mois de juin, le nombre d'emplois menacés diminue par rapport aux douze mois précédents.

Parmi ces emplois, 374 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Avec 1,3 emplois en danger sur 1000 les Yvelines concentrent le plus de menaces par rapport au nombre de postes existant sur le territoire.

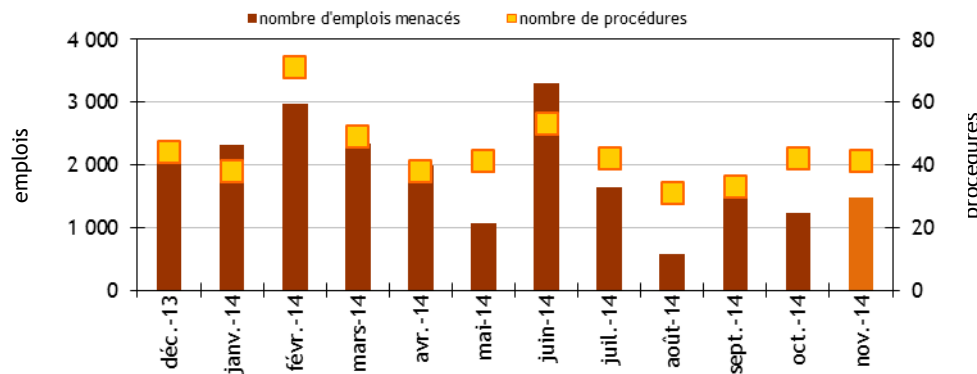
Les départements de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine sont également plus touchés que la région dans son ensemble. En revanche les autres départements sont assez largement épargnés.

La procédure la plus importante est mise en œuvre par un grand constructeur automobile des Yvelines et menace 450 postes, faisant de ce secteur le plus touché ce mois-ci.

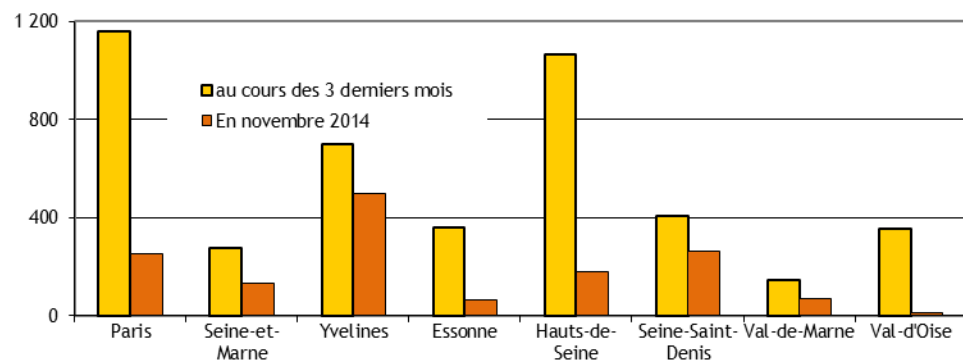
Les autres secteurs les plus fortement affectés emploient un nombre limité de salariés. Il s'agit de la fabrication de vêtements, de la fabrication de machines et de la fabrication d'emballages.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en novembre	41	10	6	3	5	8	7	2	0
cumul 2014	479	86	57	39	42	116	47	50	42
Salariés concernés	1 472	253	132	499	64	181	262	68	13
cumul 2014	20 636	3 851	1 185	2 097	1 463	6 013	2 808	1 489	1 730

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

